Martine SEVEGRAND, *Israël vu par les catholiques français, 1945-1994*

Paris, Éditions Karthala (« Hommes et sociétés »), 2014

Dominique Trimbur

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhr/8543>

DOI : 10.4000/rhr.8543

ISSN : 2105-2573

Éditeur

Armand Colin

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2016

Pagination : 154-156

ISBN : 978-2-200-93059-2

ISSN : 0035-1423

Référence électronique

Dominique Trimbur, « Martine SEVEGRAND, *Israël vu par les catholiques français, 1945-1994* », *Revue de l'histoire des religions* [En ligne], 1 | 2016, mis en ligne le 05 avril 2016, consulté le 25 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/rhr/8543> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhr.8543>

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

Tous droits réservés

Martine SEVEGRAND, *Israël vu par les catholiques français, 1945-1994*

Paris, Éditions Karthala (« Hommes et sociétés »), 2014

Dominique Trimbur

RÉFÉRENCE

Martine SEVEGRAND, *Israël vu par les catholiques français, 1945-1994*, Paris, Éditions Karthala (« Hommes et sociétés »), 2014, 24 cm, 262 p., 24 €, ISBN 978-2-8111-1287-5.

- 1 L'ouvrage de Martine Sevegrand porte sur l'attitude des catholiques français envers le judaïsme et Israël sur une longue période : de 1945, avec la fin de la Deuxième guerre mondiale et la « découverte » de la Shoah, à 1994, année de l'entrée en vigueur de l'accord d'Oslo et de l'accord fondamental entre le Vatican et Israël. L'auteur se penche sur l'attitude envers les Juifs et envers Israël, entremêlée dès 1947, les philosémites n'étant pas forcément des philosionistes. Ce faisant, M. S. offre une synthèse des études antérieures (travaux sur les relations des chrétiens au judaïsme de D. Delmaire, M. Comte, P. Pierrard, B. Delpal, entre autres), en mettant l'accent sur certaines figures religieuses (Dominicains et Bénédictins) ou laïques (Maritain, Massignon) et en apportant l'élément plus nouveau de leur relation à Israël comme État constitué.
- 2 La progression est chronologique, les périodes délimitées devant correspondre à l'évolution de l'attitude des catholiques français au judaïsme et à Israël (1945-1949 ; 1949-1965 ; 1965-1967 ; 1967-1993). Pour la période antérieure à 1945, M. S. met l'accent sur le philosémitisme français, qui transforme l'attitude envers le judaïsme, passant d'une perspective de conversion à un intérêt et même au dialogue et à la solidarité active. Bonsirven et Maritain sont les deux personnages phares d'une tendance en avance sur son temps. Ce philosémitisme se développe dans le contexte de la montée en puissance de la législation et des persécutions antisémites en Allemagne, faisant des Juifs des prochains très concrètement persécutés. Le sionisme pour sa part n'emporte pas les suffrages, de même qu'il demeure alors minoritaire chez les Juifs de France. La

période de l'immédiat après-guerre (1945-1949) conduit les catholiques à reconsidérer leurs positions : les révélations progressives de l'ampleur de la Shoah font émerger une réflexion sur les origines chrétiennes de l'antisémitisme mais aussi une dénonciation précoce du silence de Pie XII, ainsi qu'un retour sur la judéité de Jésus (Daniel-Rops et Jules Isaac). Si l'AJCF (Amitié judéo-chrétienne de France) est créée en 1948, le discours théologique reste toujours marqué par la substitution du Nouvel à l'Ancien Israël. Tandis que se dessine la réalité d'un État juif, les catholiques français s'inquiètent du devenir de la Terre Sainte : peuvent-ils s'accommoder d'un passage des Lieux saints sous autorité juive, sans parler du sort des populations locales, notamment des chrétiens arabes ? En ce sens, politique et religion s'alignent, comme le souligne la concordance de vues entre les catholiques français et le Quai d'Orsay, (encore) bastion catholique, avec au bout du compte l'acceptation résignée de la nouvelle donne (sauf pour Jérusalem). La période suivante serait celle de la fin de l'antijudaïsme chrétien : le fort écho des *Cahiers sioniens* (Démann) suscite l'abandon progressif du prosélytisme, avec une réforme de la catéchèse et la suppression de la notion de peuple déicide sous l'impulsion de Jean XXIII. Cette évolution est aussi contrainte par certains scandales (affaire Finaly, 1945-1953), avec un véritable électrochoc sur la communauté de N.D. de Sion qui, en 1955, révisé ses objectifs, tandis que s'accroissent les voix catholiques favorables à Israël (Madaule, *Esprit*). Les préjugés antisémites demeurent toutefois fermement ancrés dans la société française, comme l'atteste encore à la fin des années 1960 la « rumeur d'Orléans ».

- 3 De son côté, la nouvelle réalité du terrain a des effets sur l'appréhension de la Terre sainte : les établissements catholiques français doivent s'adapter. Certes, les pèlerinages classiques se poursuivent, mais ils adoptent parfois une tonalité nouvelle, face à une Terre Sainte devenue en partie l'État d'Israël (ainsi celui de la Sorbonne, sous la houlette de Jean-Marie Lustiger à partir de 1959). Certains établissements adoptent une nouvelle vocation (Ratisbonne des P. de Sion devient un centre d'étude sur le judaïsme). D'autres abritent des religieux d'un type nouveau : des Juifs convertis au catholicisme comme l'Assomptionniste Jean-Roger Henné ou le Dominicain Bruno Hussar, le premier prenant en charge l'aumônerie des catholiques d'expression hébreophone (soutenue par le cardinal Tisserant). Ces perspectives nouvelles posent parfois problème. Mal vus par les catholiques locaux ou étrangers installés sur place, les catholiques d'origine juive ou préoccupés de relations renouvelées avec le judaïsme pâtissent d'une situation complexe, où la religion juive est synonyme d'un Israël hostile. À rebours, ils sont en porte-à-faux face à des Juifs israéliens méfiants vis-à-vis de tout ce qui pourrait ressembler à du prosélytisme catholique (affaire Daniel Rufeisen, 1962). Le décalage s'observe face aux évolutions théologiques et politiques des années 1960. Le Concile Vatican II est une victoire pour les tenants du dialogue : s'y expriment des voix françaises très fortes (Congar, Hussar), en rupture avec les positions traditionnelles ou politiquement marquées (notamment celles émanant des Églises unies implantées dans les États arabes). Mais la situation issue de la guerre des Six jours accroît les divisions au sein même des familles religieuses : les Dominicains de Jérusalem Hussar ou Dubois sont d'ardents défenseurs d'Israël ; leurs frères de l'École biblique optent de plus en plus pour la cause palestinienne. De même, la controverse sur l'Israël terrestre s'installe durablement entre Maritain et Massignon, en dépit d'un commun philosémitisme initial. L'illustration la plus éloquente de cette évolution est la naissance d'un antisionisme chrétien militant, notamment au sein de *Témoignage chrétien* avec, pour pendant, la dénonciation par l'AJCF d'un antisémitisme qui se cache

derrière la critique d'Israël et s'accroît après Kippour (1973), le Liban (1982), et la première intifada (1987).

- 4 L'évolution des années 1990, dernière période observée par l'auteur, donne raison aux tenants du dialogue, grâce au processus de paix qui semble instaurer la concorde. Aux termes des accords d'Oslo, la solution de deux États semble incontournable, ce qui ouvre la voie à la reconnaissance d'Israël par le Saint-Siège (1993-1994), même si le statut définitif de Jérusalem demeure à définir. C'est aussi la consécration de la tendance désormais dominante au sein de la hiérarchie catholique française, incarnée depuis 1969 par le Comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme. Héritier de *Nostra Aetate*, ce Comité promeut le dialogue et la dénonciation de l'antisémitisme. Ses textes de référence marquent des étapes fondamentales, avec des avancées plus radicales que celles du Vatican et le risque pour ses contempteurs de donner une dimension théologique à l'État d'Israël. Cette tendance consacre l'action d'évêques favorables à Israël (Elchinger, Decourtray et Lustiger) et explique les réticences à l'égard de la nouvelle hiérarchie catholique établie en Terre sainte (Mgr Sabbah, 1987, ignoré, voire boycotté par Lustiger). Après l'accord de 1994 entre Israël et le Saint-Siège, c'est sous la férule de Lustiger qu'aboutit la déclaration de repentance des évêques de France (1997), qui ne fait pas l'unanimité chez les catholiques français. Le prélat continue dans le même temps d'être perçu avec méfiance par les autorités juives et certains intellectuels juifs.
- 5 Au terme de ce parcours retranscrit sans prise de position, l'auteur revient sur le double problème rencontré par les catholiques face au judaïsme après 1945 : d'une part, les nouvelles perspectives théologiques sur Israël sont constamment bousculées par les évolutions politiques et, d'autre part, la Shoah, devenue omniprésente, suscite parfois des velléités de se l'approprier et de la catholiciser (béatifications de Juifs convertis morts en déportation à l'instar d'Edith Stein, définition d'Auschwitz comme « Golgotha du monde moderne » par Jean-Paul II). Parmi les questions finalement soulevées par l'auteur figurent l'ouverture du dialogue à d'autres religions non-chrétiennes, ainsi que la réception juive de l'évolution du rapport avec les catholiques français.
- 6 M. S. offre donc un panorama complet sur les rapports entre les catholiques français et Israël. L'analyse, qui donne parfois une impression de morcèlement, aurait pu approfondir certains concepts, comme celui de philosémitisme dont l'ambiguïté a été soulevée, puisqu'il ne serait qu'un antisémitisme à rebours (Frank Stern). Certaines descriptions demeurent également approximatives, relativement à l'établissement dit de Ratisbonne à Jérusalem, au travail du Franciscain Bernardin Collin qui a été réalisé à la demande du ministère français des Affaires étrangères ou encore au vote du 10 novembre 1975 assimilant le sionisme à une forme de racisme, qui émane de l'assemblée générale de l'ONU. Surtout, cette étude mériterait d'être replacée dans une perspective internationale, par une comparaison avec d'autres catholicismes, comme l'allemand, très éloquent des points de vue abordés. Enfin, une prolongation jusqu'à la période actuelle aurait certainement permis de relativiser certaines évolutions du catholicisme français – qui semblaient acquises – à l'égard du judaïsme et d'Israël.

AUTEURS

DOMINIQUE TRIMBUR

Centre de recherche français à Jérusalem.